



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

France

Un plan massif en faveur du solaire et de l'éolien

Le Premier ministre a lancé samedi depuis Saint-Nazaire le lancement de sept...

Médias

Le groupe allemand Axel Springer acquiert le site Politico

Jeudi, l'éditeur allemand du tabloïd «Bild» a annoncé l'achat du site américain Politico. Le montant... • (Page 8)



Technologie

L'Intelligence Artificielle progresse au Togo



• Cina Lawson, la ministre de l'Economie numérique et de la Transformation digitale

Energie renouvelable

L'aéroport de Lomé bientôt éclairé au solaire

• (Page 03)

Sécurité alimentaire au Togo

987 milliards FCFA seront injectés dans le riz à l'horizon 2030

Les autorités togolaises préoccupées par le bien-être de la filière riz et des riziculteurs... • (Page 02)

Rapport de la Banque mondiale

La BIRD déclare un revenu net de 2 milliards de dollars

Le Conseil des administrateurs du groupe de la Banque mondiale a approuvé le 5 août 2021, les états financiers... • (Page 04)

Pacte du G20 avec l'Afrique

Pour le développement du secteur privé

Les participants à une réunion du Pacte du G20 avec l'Afrique cette semaine ont évalué les progrès de l'Afrique dans la lutte contre la... • (Page 06)

Mercato

Le transfert de CR7 fait flamber le titre du club à Wall Street

La star portugaise de football Cristiano Ronaldo transféré le 27 août dernier de... • (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	555,000	5,060	762,750	608,250	439,500	85,500	150,500
Vente	655,957	562,000	5,120	769,750	614,250	446,500	87,000	153,500

Source : BCEAO

Sécurité alimentaire au Togo

987 milliards FCFA seront injectés dans le riz à l'horizon 2030

Les autorités togolaises préoccupées par le bien-être de la filière riz et des rizi-culteurs ont mis en place un projet d'amélioration de la production du riz, de lutte contre l'insécurité alimentaire et d'augmentation des revenus des travailleurs.

● Bernard AFAWOUBO

Le taux élevé du nombre d'agriculteurs au Togo illustre le statut influent de ce secteur dans le paysage économique du pays. Parmi les céréales les plus consommées se trouve le riz. Les autorités togolaises préoccupées par le bien-être de la filière du riz et des rizi-culteurs ont mis en place un projet d'amélioration de la production du riz, de lutte contre l'insécurité alimentaire et d'augmentation des revenus des travailleurs. Ainsi, à l'horizon 2030, le Togo veut produire et transformer 817 004 tonnes de riz paddy, ce qui équivaut à 490 202 tonnes de riz blanc. Ce niveau de production correspond à 144% du besoin projeté en 2030. Il est également attendu le traitement de 431 400 tonnes de riz paddy par les unités modernes et la création de 314 000 emplois directs. Ces objectifs ambitieux coûteront à peu près 987 milliards de francs CFA au gouvernement ; les retombées positives dont il s'agit méritent la dépense qui va être faite. Pour arriver à métamorphoser la filière, des moyens seront déployés pour aménager 17 800 ha pour le riz irrigué et 51 600



ha pour le riz de bas fond. On parle aussi de la maîtrise de l'eau, la mécanisation de la récolte, l'introduction de variétés à haut rendement (moyenne nationale visée de 4t/ha), la promotion des entreprises de mécanisation agricole, le renforcement des Entreprises de services et organisations de producteurs (Esop), la promotion de nouvelles unités de production de semences, l'appui à la commercialisation et au suivi évaluation. Validé en juin 2021, le plan de développement agricole du Togo prend en compte trois autres filières notamment le maïs, la tomate et la volaille. Il épouse sans difficulté le deuxième axe du Plan national de développement (PND) qui développe les pôles de transformation agricole, ma-

nufacturiers et d'industries extractives. C'est un projet colossal dont le but est de générer de la croissance dans les zones rurales et rehausser les moyens de subsistance des populations. Au total, 1 800 milliards de francs CFA seront nécessaires pour le développement des 4 filières d'ici 2010, soit 147 milliards pour le maïs, 235 milliards pour la tomate et 430 milliards pour la volaille. Le pays prévoit de porter de 1,2 tonne à 6 tonnes de maïs par hectare et étendre l'espace cultivable à 35 000 hectares pour un rendement de 211 000 tonnes de maïs grains. Dans la filière tomate, l'Etat mise sur 234 430 tonnes dont la moitié sera transformée. Pour la volaille, le Togo entend passer à 30 000 tonnes de viande de poulet.

Navire

Un cargo battant pavillon togolais coule dans la mer Égée

Un cargo battant pavillon togolais a coulé samedi après avoir heurté des îlots grecs dans la mer Égée, mais les 16 membres d'équipage ont été secourus, ont annoncé les garde-côtes grecs.

● Vivien ATAHPABEM

Le cargo Sea Bird, qui a quitté l'Ukraine et se dirigeait vers la Tunisie, a envoyé un signal de détresse après avoir navigué dans des îlots rocheux du sud-ouest de la mer Égée, ont indiqué les garde-



côtes dans un communiqué, informe Reuters, samedi 28 août 2021. Les navires à

proximité ont secouru les 16 membres d'équipage syriens, a déclaré un responsable des garde-côtes. La cause de l'accident n'était pas claire dans l'immédiat. Trois navires anti-pollution se sont précipités sur les lieux pour vérifier s'il y avait des fuites du cargo, ont ajouté les garde-côtes.

AUX DÉCIDEURS...

Moustiques génétiquement modifiés... anti paludisme...

Il a été dit que le paludisme engendre la pauvreté et que la pauvreté engendre le paludisme. C'est la réalité dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, où, après des décennies d'initiatives de lutte, il y avait encore quelque 384 000 décès et 188 millions de cas de paludisme en 2019.

La prévention du paludisme dans les pays africains dépend fortement de l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de la pulvérisation domestique. Ces efforts, associés à un traitement efficace, ont considérablement réduit le fardeau du paludisme à travers le continent. Mais les progrès ont stagné vers 2015. Dernièrement, certains pays ont signalé une augmentation du nombre de cas.

Une des raisons est la résistance aux insecticides. Ceci est le résultat de l'utilisation à long terme de produits chimiques dans la santé publique et l'agriculture. De nouveaux insecticides sont en cours de développement, mais ils pourraient eux aussi devenir inefficaces – et ils sont chers.

La lutte contre le paludisme doit donc cesser de trop dépendre des insecticides au profit d'options plus durables.

En 2016, un panel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a conclu que même avec la meilleure utilisation des approches actuelles, il y aurait encore 11 millions de cas de paludisme en 2050. Ce qu'il faut, ce sont des stratégies intégrées à plus long terme pour compléter les méthodes actuelles. Ceux-ci peuvent inclure une gestion environnementale à grande échelle pour réduire la reproduction des anophèles, des maisons à l'épreuve des moustiques, des systèmes de santé plus solides et une éducation du public axée sur la prévention des maladies.

Heureusement, de nouvelles technologies sont également en cours de développement qui pourraient compléter ces stratégies à moindre coût et avec moins d'efforts.

Un exemple particulièrement excitant est la libération de moustiques génétiquement programmés, que nous appelons « moustiques protecteurs ». Lors de l'accouplement avec des moustiques sauvages, ils produisent une progéniture qui est soit incapable de se reproduire, soit incapable de transmettre les parasites du paludisme.

Dans la nature, il existe un phénomène appelé forçage génétique qui opère dans le processus de reproduction. C'est à ce moment qu'un élément génétique est capable d'augmenter les chances qu'il soit hérité par la progéniture.

Les chercheurs adaptent des approches similaires pour créer des méthodes révolutionnaires de contrôle des maladies transmises par les insectes. Ils utilisent des outils d'édition de gènes pour modifier les capacités de certains moustiques et s'assurer que ces capacités sont transmises à la génération suivante. Cela a déjà fait ses preuves dans des contextes expérimentaux.

Contrairement à la modification génétique traditionnelle, le forçage génétique permet une propagation extrêmement rapide des caractéristiques souhaitées. Les moustiques génétiquement programmés pourraient s'emparer des populations sauvages de moustiques vecteurs de maladies en quelques générations seulement, même dans des endroits reculés.

Les travaux d'une équipe de recherche ont montré qu'il existe un soutien pour les technologies de plusieurs groupes de parties prenantes. Mais il y a aussi un certain scepticisme. Cela signifie que davantage d'éducation et d'évaluations des risques sont nécessaires pour éclairer le développement ultérieur de la technologie. Peser les risques et les avantages

Comme pour de nombreuses autres technologies, celle-ci présente des risques perçus ainsi que des avantages potentiels. Ceux-ci doivent être examinés avant qu'une décision finale ne soit prise.

Il existe plus de 3 500 espèces de moustiques. Seuls 50-70 peuvent transmettre le paludisme à l'homme. Souvent, il n'y a que deux ou trois de ces espèces qui dominent la transmission du paludisme dans un pays. Une lutte efficace contre le paludisme peut donc être obtenue en identifiant, en comprenant puis en ciblant une ou deux espèces dominantes au lieu d'essayer de tuer tous les moustiques.

L'approche du forçage génétique ciblerait uniquement les espèces de moustiques sélectionnées sans affecter les organismes non ciblés. C'est pourquoi c'est l'une des méthodes de lutte contre les moustiques les plus respectueuses de la biodiversité.

La recherche a également montré que la plupart des créatures qui s'attaquent aux moustiques anophèles mangent également d'autres espèces d'insectes. Il est donc peu probable que la perte des quelques espèces dangereuses d'anophèles mette en danger l'ensemble des populations de moustiques ou leurs prédateurs naturels. Prochaines étapes

Les pays africains doivent évaluer la technologie et prendre des décisions éclairées sur la façon dont elle peut être utilisée en toute sécurité pour arrêter les millions de cas et les milliers de décès. Une armée de moustiques protecteurs pourrait transformer la lutte contre le paludisme en Afrique.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Technologie

L'Intelligence Artificielle progresse au Togo

Le « Government AI Readiness Index 2020 », indice qui mesure l'état de préparation des pays à l'utilisation de l'Intelligence artificielle (IA) révèle que le Togo, malgré un score de 30 318 le plaçant au 142ème rang mondial, a gagné 20 places dans le classement depuis 2019. Preuve que le pays d'Afrique de l'Ouest fait des efforts remarquables dans l'utilisation de l'IA dans les services publics.

• Joël YANCLO

Le « Government AI Readiness Index 2020 » concerne la gouvernance et la fourniture des services publics. En la matière, il a été dévoilé que le Togo avait encore des efforts à faire, malgré son score de 30 318 le plaçant au 142ème rang mondial. Il convient toutefois de noter la progression du pays d'Afrique de l'Ouest. Selon Afriqueitnews.com, le Togo a gagné 20 places dans le classement depuis 2019. Le baromètre « Government AI Readiness Index 2020 » a été réalisé par le cabinet Oxford Insights et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Il permet à toutes les personnes physiques et morales intéressées de connaître les pays où le gouvernement met le plus à profit l'IA. Au Togo, cette technologie a été particulièrement utile dans la mise œuvre du programme de transferts d'argent Novissi. Elle a permis d'affiner le ciblage et d'optimiser sa deuxième phase. C'est notamment le cas de l'utilisation des données géospatiales et démographiques, analysées par des algorithmes prédictifs. Elles ont servi identifier 57 000 citoyens vulnérables dans les 100 cantons les plus

pauvres du pays. L'Indice de l'état de préparation des gouvernements à l'intelligence artificielle 2020 indique que les gouvernements doivent donner la priorité à une utilisation responsable de l'intelligence artificielle (IA). Le CRDI et Oxford Insights ont lancé l'indice de l'état de préparation des gouvernements à l'IA 2020 pour mesurer l'état de préparation des pays à l'intelligence artificielle. Il s'agit du premier indice du genre qui comprend un indice d'utilisation responsable. Si l'IA a le pouvoir de transformer les services publics, son utilisation irresponsable pourrait aggraver les inégalités, marginalisant des milliards de citoyens. Il est à souligner que les pays nordiques et baltes sont les leaders en matière d'utilisation responsable de l'IA. L'Estonie, la Norvège, la Finlande et la Suède figurent parmi les cinq premiers pays. Toutefois, les 20 premiers rangs comptent également le Sénégal (9) et Maurice (13), ce qui indique que certains pays en développement reconnaissent déjà l'importance d'une utilisation responsable de l'IA lorsqu'ils adoptent ces technologies. Le rapport indique également qu'il existe un engagement croissant en



• Cina Lawson, la ministre de l'Economie numérique et de la Transformation digitale

faveur de l'IA, à l'échelle mondiale ; on remarque une prolifération de nouvelles stratégies nationales et internationales en matière d'IA publiées l'année dernière – une augmentation de 50 % par rapport à 2019. L'indice et le rapport 2020 analysent l'état de préparation des gouvernements de 172 pays en matière d'IA au moyen d'une méthode élargie à mesure que de nouveaux ensembles de données sont disponibles.

L'intelligence artificielle au service des gouvernements

Au milieu de la pandémie de COVID-19, l'importance

stratégique de l'intelligence artificielle pour les gouvernements du monde entier est plus évidente que jamais. Des sociétés pharmaceutiques utilisant l'IA pour aider au développement de nouveaux médicaments et traitements, à l'utilisation de l'IA pour aider à la recherche des contacts avec les données de téléphonie mobile et de géolocalisation, les nouvelles technologies ont aidé les gouvernements à gérer la pandémie et pourraient bien jouer un rôle dans la reprise économique à suivre. Ces cas d'utilisation de COVID-19 sont quelques-uns des nombreux exemples où l'IA peut aider les gouvernements. Des soins de santé à l'éducation en pas-

sant par les transports, l'IA pourrait améliorer la prestation des services publics. Pour la majorité des gouvernements du monde, où l'utilisation de l'IA dans les services publics en est encore à ses balbutiements, le cabinet Oxford Insights et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) pensent qu'il est crucial de comprendre la préparation. Le renforcement des capacités pour améliorer la préparation sera une base essentielle sur laquelle la mise en œuvre peut être réalisée, et l'Indice est un outil pour comprendre les lacunes et les forces afin de le faire. Les régions les moins bien notées en moyenne sont l'Afrique

subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Asie du Sud et centrale. Cela reflète une inégalité persistante dans la préparation du gouvernement à l'IA qui a été identifiée dans les versions précédentes de l'indice. Si l'inégalité dans la préparation du gouvernement à l'IA se traduit par une inégalité dans la mise en œuvre de l'IA, cela pourrait aggraver les inégalités économiques et laisser des milliards de citoyens dans les pays du Sud avec des services publics de moins bonne qualité. En 2019, 42 pays ont adhéré aux principes de l'OCDE sur l'IA, acceptant de veiller à ce que les systèmes d'IA soient conçus de manière sûre, équitable et digne de confiance. Cette année, 14 gouvernements et l'UE se sont réunis pour créer le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (GPAI), une initiative visant à soutenir le développement et l'utilisation responsables de l'IA. Ces accords, ainsi que d'autres accords intergouvernementaux, soulignent la reconnaissance croissante qu'il ne suffit pas de développer et de mettre en œuvre l'IA. Les gouvernements doivent veiller à ce que l'IA soit utilisée de manière responsable.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

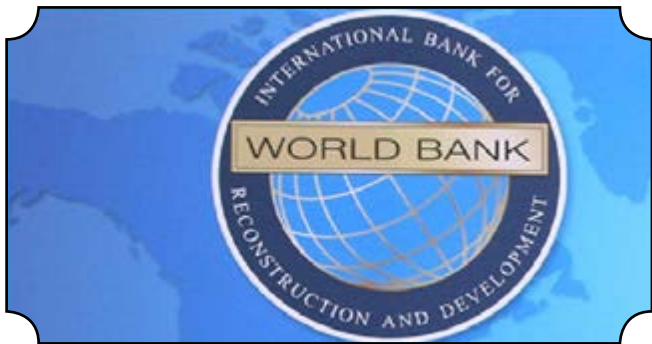
Rapport de la Banque mondiale

La BIRD déclare un revenu net de 2 milliards de dollars

Le Conseil des administrateurs du groupe de la Banque mondiale a approuvé le 5 août 2021, les états financiers vérifiés pour l'exercice budgétaire 2021, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

• Eyram AKAKPO

Selon les chiffres publiés par la Banque mondiale, les engagements nets de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ont augmenté durant la période allant du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021, de 9 %, à 30,5 milliards de dollars sur l'exercice 2021. Les décaissements quant à eux, ont progressé de 17 %, à 23,7 milliards de dollars et les engagements destinés aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure représentent 42 % du total. En effet, compte-tenu des remboursements d'emprunt en cours d'exercice, les décaissements nets en soutien aux économies en développement ressortent à 13,6 milliards de dollars, portant le portefeuille de prêts à 218,8 milliards de dollars en hausse de 8 % par rapport à l'exercice précédent. Le rapport indique que le portefeuille d'investissement net est passé à 85,8 milliards de dollars au 30 juin 2021, contre 82,5 milliards de dollars un an plus tôt. Cette hausse est principalement due au produit des émissions de titres de créance, partiellement



compensé par les décaissements nets de prêts en cours d'année. Sur l'exercice 2021, la BIRD a levé sur les marchés financiers 67,4 milliards de dollars au moyen d'instruments à moyen et long termes. Ces fonds ont financé les prêts pour le développement, accru les liquidités et permis de remplacer des dettes arrivées à échéance. Par ailleurs, le ratio fonds propres/prêts (qui mesure l'adéquation du capital de la BIRD) est en faible repli par rapport à l'année précédente, à 22,6 %, l'augmentation de l'exposition totale ayant été légèrement supérieure aux paiements au titre de la souscription au capital de 1,2 milliard de dollars. Pour l'exercice 2021, la BIRD déclare un revenu net de 2,0 milliards de dollars, contrairement aux pertes nettes de 42 millions de dollars de

l'exercice précédent, qui s'explique principalement par des gains nets latents aux cours du marché sur le portefeuille n'ayant pas fait l'objet de transactions. Le revenu disponible (une mesure interne utilisée pour décider de l'affectation du revenu net) ressort à 1,2 milliard de dollars, en baisse de 0,1 milliard par rapport à l'exercice précédent, traduisant en particulier l'augmentation des provisions pour pertes. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) est une organisation de la Banque mondiale qui avait pour mission originelle de financer la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale. Elle fonctionne comme une « coopérative » mondiale et appartient à 189 États membres.

Décentralisation

Un plan de développement à environ 3,5 milliards FCFA pour le Golfe 6

L'exécutif de la commune du Golfe 6, située au sud-est de Lomé, devra mobiliser 3,4 milliards FCFA pour mettre en œuvre son développement sur la période quinquennale 2020-2025.

Cette collectivité locale a validé vendredi 27 août dernier, son Plan de Développement Communal (PDC) à cet effet. Ce budget local, selon les autorités communales, sera financé à près de 44% sur les ressources propres de la commune tandis que plus de la moitié (55%) du financement est attendue des partenaires et 1% de la société civile. Cette feuille de route repose essentiellement sur trois axes. Le premier vise l'amélioration de la gouvernance administrative, financière et sociopolitique. Le deuxième



ambitionne la promotion d'une économie locale diversifiée, durable, compétitive et créatrice d'emplois décents. Le dernier axe prend en compte l'amélioration du cadre de vie et l'accès aux services sociaux de base. Le maire de la commune

du Golfe 6, Jean-Baptiste Dagbovie, souligne que l'objectif unique de ce plan est « l'amélioration des conditions de vie de toutes les couches sociales de la population ».

Avec Togo First

Energie

L'aéroport de Lomé bientôt éclairé au solaire

L'aéroport de Lomé (Togo) lance un appel d'offre pour se doter d'une centrale solaire de 1,8 MWc.

• Junior AREDOLA

L'Aéroport international de Lomé au Togo a ouvert le 25 août 2021 un appel d'offre pour la conception, la fourniture et l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque en autoconsommation. Les offres peuvent être déposées jusqu'au 8 octobre 2021 auprès de la Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT) qui gère l'aéroport. Dans le détail, la société requiert des projets d'installation solaire photovoltaïque au sol en autoconsommation totale avec une puissance crête minimale de 1825 kWc. Elle a précisé que ses préférences iront vers un fournisseur capable de financer et exécuter les travaux de construction de la centrale solaire à ses propres frais au cours de la période d'essai de trois mois, définie dans le Dossier de consultation des entreprises. Le dossier d'appel d'offre (DAO) prévoit une installation PV composée de dix unités comptant chacune neuf tables de



modules de 182,52 kWc soit une puissance totale de 1 825 MWc. Le soumissionnaire pourra proposer une autre conception dans la limite des exigences techniques minimales. L'entrepreneur sera rémunéré sur la base des économies réalisées sur une période de 15 ans maximum. La SALT indique dans le rapport d'étude d'impacts environnemental et social du projet que l'appel d'offre pour la centrale solaire s'inscrit dans une optique énergétique axée sur l'augmentation des sources renouvelables et que « face à la croissance de l'activité aéroportuaire ainsi

qu'à l'augmentation continue des factures de consommation d'électricité, la SALT se propose un mix énergétique qui associe l'utilisation de l'énergie solaire photovoltaïque à la source d'énergie existante ». En effet, la rénovation de l'aéroport, menée en 2016 avec une enveloppe de 150 millions de dollars (83 milliards de FCFA) a permis d'accroître sensiblement l'activité du site. Elle a notamment permis d'augmenter la capacité d'accueil de l'aéroport qui est passée de 600 000 passagers par an avant les travaux à 2 millions aujourd'hui.

Gouvernance d'internet

Une école pour former les acteurs au Togo

Au Togo, le prochain forum sur la gouvernance d'internet, prévu pour se tenir les 14 et 15 octobre 2021, sera précédé de l'organisation de la première école nationale sur la gouvernance d'internet (Togo SIG), destinée aux parties prenantes du secteur.

Les travaux de cette « école » dont la tenue est appuyée par l'Union Africaine (UA) dans le cadre de son Initiative de politique et de régulation pour l'Afrique numérique (PRIDA), se dérouleront du 1er au 15 octobre et une cinquantaine d'acteurs de la société civile, de professionnels des TIC et de pouvoirs publics devraient y participer. Selon les initiateurs, l'objectif de cette formation est de donner aux participants les outils techniques nécessaires afin qu'ils puissent prendre activement part aux mécanismes de gouvernance d'internet au Togo. « Aujourd'hui, l'Internet pour chaque foyer est non seulement une priorité absolue, mais doit aussi devenir un service universel et il est



important de créer un vivier national d'acteurs bien outillés prêts à participer à la gestion et à la gouvernance de ce bien commun d'une civilisation nouvelle », explique Emmanuel Agbenonwossi, coordonnateur du Togo SIG. Par ailleurs, l'Initiative de politique et de régulation pour l'Afrique numé-

rique (PRIDA) de l'Union Africaine, vise à contribuer à l'accessibilité d'une connexion internet haut débit sur tout le continent. Notamment à travers l'harmonisation des cadres politiques et juridiques en matière de TIC.

Avec Togo First

Baromètres Togo							
Investissement Direct Etranger				Indicateurs du commerce extérieur			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2016	2017	2018	Importations de biens (millions USD)	2015	2016	2017
Stocks d'IDE (millions USD)	-46	88	102	Exportations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Nombre d'investissements greenfield***	1.474	1.772	1.790	Importations de services (millions USD)	1.227	1.290	1.138
IDE entrants (en % de la FBCF****)	2	1	2	Exportations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	21,0	n/a	n/a	Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	n/a	530	n/a
	39,7	n/a	n/a	Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
				Balance commerciale (hors services) (millions USD)	0,2	5,2	0,4
				Commerce extérieur (en % du PIB)	-1.033	n/a	n/a
				Importations de biens et services (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
				Exportations des biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
					42,2	42,8	40,5

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque ;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel ;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)
128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.
Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Pacte du G20 avec l'Afrique**Pour le développement du secteur privé**

Les participants à une réunion du Pacte du G20 avec l'Afrique cette semaine ont évalué les progrès de l'Afrique dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. « Nous nous réunissons à un moment charnière dans les relations entre l'Afrique et le reste du monde », a déclaré le Premier ministre italien Mario Draghi.

● **Junior AREDOLA**

Le Pacte avec l'Afrique est une initiative du G20 qui promeut les réformes macroéconomiques, commerciales et financières pour attirer davantage d'investissements privés en Afrique, y compris dans les infrastructures. La conférence a réuni les chefs d'État des 12 membres du Compact et des partenaires institutionnels, dont la Banque africaine de développement et le Fonds monétaire international (FMI). Cela impliquait des discussions stratégiques sur l'attraction d'afflux plus importants d'investissements étrangers directs en Afrique et l'impératif urgent de développer une capacité de fabrication de vaccins sur le continent africain. Sécuriser le redressement du continent face aux impacts de Covid-19 est l'un des objectifs à court terme du Pacte. L'iniquité vaccinale était un thème récurrent, et les chefs d'État ont partagé les réformes qu'ils avaient entreprises dans le cadre de l'initiative. Une coopération internationale plus étroite a été encouragée pour lutter contre le changement climatique, les niveaux d'endettement et les déficits d'investissement. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a souligné que "l'Afrique ne pourra pas se rétablir tant que les Africains ne seront pas vaccinés". Le président Emmanuel Macron a déclaré que la France s'était engagée à fournir 10 millions de doses de vaccins à l'Afrique. Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a déclaré que la Banque



africaine de développement s'était engagée à investir 5 milliards de dollars pour soutenir la fabrication de vaccins en Afrique, tandis que le président de la Banque mondiale, David Malpass, a souligné les programmes de financement des vaccins mis en place dans 54 pays, notant que plus de la moitié d'entre eux se trouvent en Afrique. Les dirigeants africains ont exprimé un consensus sur la nécessité de l'autosuffisance vaccinale comme solution à plus long terme. Le président Nana Akufo-Addo du Ghana a déclaré qu'il aurait dû y avoir des leçons à tirer d'Ebola. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a attiré l'attention sur l'initiative visant à développer la technologie de l'ARNm en Afrique dans différents pôles régionaux. Le président de la Banque africaine de développement, Adesina, a évoqué les gains réalisés par les membres du Compact. « Nous avons vu beaucoup d'améliorations dans les partenariats public-privé et dans le coût et la facilité de faire des affaires, mais aussi en termes d'entreprises qui investissent dans de nombreux pays africains. » Il a également souligné la zone de libre-échange continentale africaine et ses impacts attendus.

Les pays du Compact surpassent leurs pairs

Les autres contraintes discutées comprenaient l'augmentation des niveaux d'endettement et la restriction de l'espace budgétaire résultant de la pandémie. « La réduction des liquidités », nous a durement touchés », a déclaré le président égyptien Abdel Fattah Al Sisi. Bien que le Ghana ait maintenu sa croissance jusqu'en 2020, le président Akufo-Addo a reconnu que la dette nationale avait atteint 77,1% du PIB. De nombreux orateurs ont noté que les réformes donnaient des résultats. Georgieva du FMI a déclaré que les pays du Compact surpassent leurs pairs. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a déclaré que son pays avait stabilisé sa dette grâce à une gestion prudente et ouvert son secteur des télécommunications à l'investissement. Une session virtuelle tenue en marge de la conférence a permis aux représentants allemands et africains du secteur privé de discuter des opportunités d'investissement sur le continent. La conférence comprenait également une session de suivi axée sur la manière de surmonter les contraintes économiques, de compétences et de propriété intellectuelle au développement de la fabrication nationale de vaccins à l'ARNm à travers l'Afrique.

Afrique**PepsiCo veut réduire sa consommation d'eau**

Le géant américain des boissons gazeuses et de l'agroalimentaire PepsiCo annonce un plan ambitieux visant à réduire sa consommation d'eau partout dans le monde. Le groupe qui fabrique la célèbre marque de boisson « Pepsi » veut aussi apporter sa pierre à l'accès à l'eau potable en Afrique, à travers sa fondation.

Devenir «Net Water Positive» d'ici à 2030. C'est l'ambition de PepsiCo pour la décennie en cours. Le géant américain des boissons gazeuses veut mettre en œuvre cette ambitieuse stratégie dans tous les pays où sont implantées ses usines dans le monde. L'objectif est de réduire l'utilisation « absolue » de l'eau et à réintroduire dans le bassin hydrographique local plus de 100 % de l'eau utilisée sur les sites appartenant à l'entreprise et à ses partenaires dans des zones à haut risque pour l'eau. PepsiCo mettra en œuvre sa nouvelle stratégie sur 1000 installations appartenant à l'entreprise ou à des tiers, dont près de la moitié sont situées dans des bassins versants à haut risque. Parmi ces pays se trouve l'Afrique du Sud. Le groupe qui emploie plus de 267 000 personnes dans le monde a investi dans le pays de Nelson Mandela en rachetant Pioneer Foods. Jusqu'à son rachat en 2019, l'entreprise fabriquait des produits agroalimentaires et des boissons gazeuses, avec un chiffre d'affaires de 1,2 million de dollars en 2015.

Réduire sa consommation d'eau de moitié

À travers Pioneer Foods, PepsiCo veut se servir de l'Afrique du Sud comme point de départ pour la conquête de l'Afrique subsaharienne, un marché contrôlé par son concurrent historique et compatriote Coca-Cola. Mais l'Afrique du Sud où est actif le groupe depuis



plus de 2 ans souffre d'un stress hydrique permanent qui s'accroît à cause du réchauffement de la planète. En Afrique de l'Est et austral, ce phénomène se traduit par la recrudescence des épisodes de sécheresse. Et selon la chercheuse Hlamulo Makelane de l'université métropolitaine Nelson Mandela de Port Elizabeth, la situation devrait s'aggraver d'ici à 2025. Selon PepsiCo, sa nouvelle stratégie d'efficacité en matière de gestion des ressources en eau permettra d'éviter d'utiliser plus de 11 millions de m3 d'eau par an, soit une réduction de 50 % de la quantité d'eau utilisée par l'entreprise sur ces sites. PepsiCo vise également à adopter la norme Alliance for Water Stewardship (AWS) dans toutes les zones à haut risque hydrique où elle opère d'ici à 2025.

Contribuer à l'accès à l'eau potable au sud du Sahara

«Le temps presse pour que le monde agisse en faveur de l'eau. L'eau n'est pas seulement un élément essentiel de notre système alimentaire, c'est aussi un droit humain fondamental, et le manque d'eau potable est l'un des

problèmes les plus urgents auxquels notre communauté mondiale est confrontée aujourd'hui», reconnaît Jim Andrew, le responsable du développement durable chez PepsiCo. Dans le même temps, le groupe dirigé par Ramon Laguarta a signé un accord avec l'organisation non gouvernementale (ONG) WaterAid, à travers la Fondation PepsiCo. Dans le cadre d'un plan d'investissement initial de 58 milliards de dollars, PepsiCo veut soutenir l'accès à l'eau potable en Afrique subsaharienne. Selon l'entreprise basée dans l'État de New York (aux États-Unis d'Amérique), le partenariat avec WaterAid permettra d'améliorer les infrastructures d'eau, de construire de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau et des installations sanitaires équitables, et de promouvoir l'éducation à l'hygiène. Il permettra également aux femmes et aux jeunes filles de devenir des gardiennes de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans leurs communautés en leur fournissant le financement et la formation nécessaires pour entretenir les points d'eau et les installations sanitaires pour les années à venir.

Avec afrik21

Païement mobile**PawaPay lève 9 millions \$ pour conquérir de nouveaux marchés en Afrique**

En un an d'existence, la fintech britannique axée sur l'Afrique, PawaPay, a levé un financement d'amorçage nécessaire pour soutenir son activité au-delà des 10 marchés africains qu'elle dessert.

PawaPay, une société de paiement mobile basée au Royaume-Uni et présente dans 10 pays d'Afrique subsaharienne, a clôturé un financement de démarrage de 9 millions \$ pour conquérir de nouveaux marchés et agrandir son équipe. L'entreprise constituée il y a un an et qui affirme traiter annuellement plus de 100 millions de transactions Mobile Money s'attend à une

croissance significative des transactions financières via le mobile en Afrique subsaharienne au cours des prochaines années, et compte se renforcer dans cette activité pour accroître ses marges. « Le Mobile Money est devenu l'infrastructure monétaire pour des centaines de millions de personnes en Afrique [...] Un quart de la population adulte est un utilisateur actif de Mobile



Money, un tiers de tous les détenteurs de portefeuille

y reçoivent leur salaire », a commenté Nikolai Barnwell,

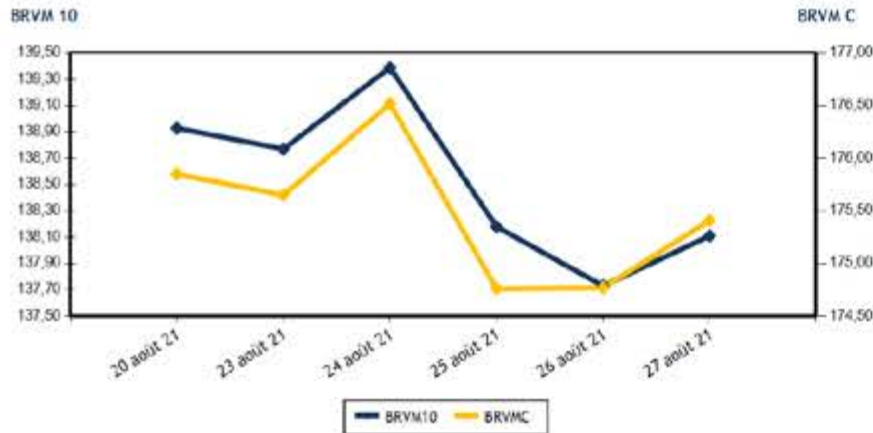
directeur général de PawaPay, ajoutant : « nous faisons le pari que cette infrastructure continuera de croître et offrira une expérience supérieure aux infrastructures financières traditionnelles telles que les paiements bancaires et par carte ». La fintech qui vise à simplifier les opérations de paiement via le mobile a été créée en 2020 avec le soutien de PawaTech, une société britannique de logiciels axée sur la création

de solutions Mobile Money pour les marchés africains. Dans le cadre de ce financement d'amorçage, PawaPay a reçu le soutien du fonds britannique 88 mph qui a réalisé son premier investissement sur le continent en 2010. La société chinoise MSA Capital a également participé à cette opération au même titre que Zagadat Capital, Kepple Ventures et Vunani Capital.

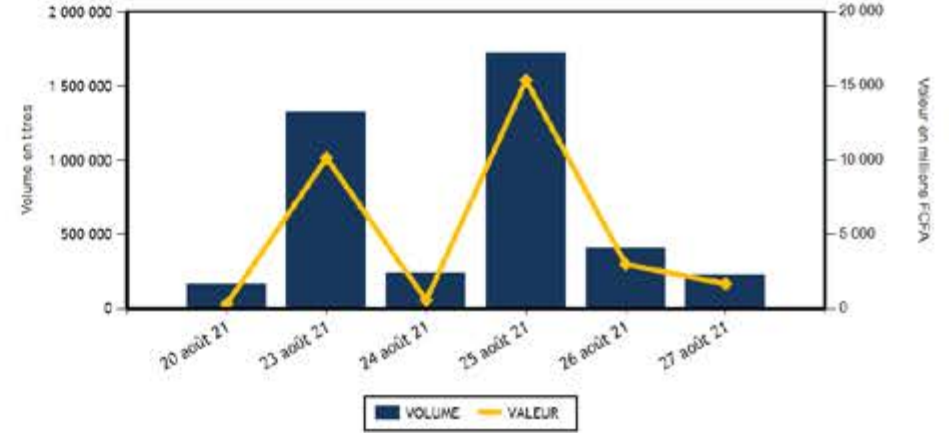
Avec Agence Ecofin

BRVM 10	138,11	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 165 vendredi 27 août 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	175,41
Variation Jour	↑ 0,28 %		Variation Jour	↑ 0,37 %
Variation annuelle	↑ 5,52 %		Variation annuelle	↑ 20,66 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 278 891 268 791	0,36 %
Volume échangé (Actions & Droits)	94 032	-37,34 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	292 217 785	-25,74 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	16	45,45 %
Nombre de titres en baisse	15	7,14 %
Nombre de titres inchangés	11	-31,25 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	4 635	7,42 %	106,00 %
SICOR CI (SICC)	4 275	7,41 %	247,56 %
SAFCA CI (SAFC)	590	7,27 %	110,71 %
BOLLORE (SDSC)	2 005	7,22 %	29,35 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 800	6,67 %	30,61 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	89,63	0,71 %	147,26 %	8 002	13 703 375	20,66
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	443,46	0,07 %	8,04 %	18 313	212 693 955	7,78
BRVM - FINANCES	15	64,03	0,08 %	6,73 %	47 692	32 690 200	13,55
BRVM - TRANSPORT	2	487,28	7,08 %	28,68 %	6 551	12 905 990	8,11
BRVM - AGRICULTURE	5	190,57	1,56 %	120,21 %	5 290	8 827 325	12,65
BRVM - DISTRIBUTION	7	318,57	0,18 %	40,69 %	7 646	11 047 240	19,69
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	0,00 %	132,14 %	538	349 700	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,48	
Taux de rendement moyen du marché	6,79	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,91	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	246 681,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 430 351 576,42	

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,49	
Ratio moyen de satisfaction	33,16	
Ratio moyen de tendance	2 225,03	
Ratio moyen de couverture	4,49	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,81	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

France

Un plan massif en faveur du solaire et de l'éolien

Le Premier ministre a lancé samedi depuis Saint-Nazaire le lancement de sept nouveaux appels d'offres pour un développement massif de nouvelles énergies renouvelables. Objectif : investir 25 milliards d'euros pour construire une capacité électrique de plus de 25 gigawatts à partir principalement du solaire, mais aussi de l'éolien terrestre et en mer dont un nouveau projet au large de Barfleur en Normandie.

Un plan d'investissement massif représentant 25 milliards d'euros d'investissements sur les cinq prochaines années, pour doter la France de 25 gigawatts de nouvelles capacités de production d'électricité renouvelable. Depuis le chantier de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), au large duquel le tout premier parc éolien français en mer sera mis en service fin 2022, le Premier ministre Jean Castex a réaffirmé la volonté du gouvernement d'être "à la hauteur du défi climatique". Il faut "accélérer la transition écologique" et avancer dans le "développement massif des énergies renouvelables", a déclaré le Premier ministre



• (Crédits : Reuters)

publiée par le think tank allemand Ember, le solaire et l'éolien ont représenté ensemble plus d'un dixième du mix électrique mondial au cours du premier semestre de l'année 2021. De très peu, ils dépassent la production nucléaire. "25 gigawatts, cela représente près de 10% de notre consommation d'électricité", a précisé samedi Jean Castex qui a invité l'ensemble des filières d'énergies renouvelables « à se mobiliser pour échanger avec les acteurs locaux et nous proposer des projets de qualité ». Le chef du gouvernement a précisé que "deux-tiers" des investissements concernés « seront réalisés sur l'énergie solaire, qui constitue l'axe prioritaire de notre stratégie en matière d'énergie renouvelable électrique ».

Contestation croissante de l'éolien

Conscient de la difficulté croissante surtout en cette année électorale de développer de nouveaux projets éoliens, Jean Castex a néanmoins souhaité que ces appels d'offres permettent

aussi « de réaliser des projets d'éolien terrestre, dans les endroits où nous pouvons les réaliser ». Mais, « plus que l'éolien terrestre, c'est le développement des parcs éoliens en mer qui doit constituer, après le solaire, le deuxième axe prioritaire de notre stratégie en matière d'énergie renouvelable », a souhaité le Premier ministre. Il a annoncé un nouveau projet de parc éolien en Normandie, à côté du projet existant situé au large de Barfleur. Ce projet, doté de 50 millions d'euros, "inclura un nouvel observatoire national de l'éolien en mer, qui permettra notamment de mettre à disposition de tous la synthèse des connaissances scientifiques disponibles sur les effets des parcs éoliens en mer sur la biodiversité", a-t-il détaillé. Le gouvernement va s'appuyer notamment sur l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), "va lancer très vite un nouveau programme d'étude consacré aux environnements marins", a expliqué le chef du gouvernement.

Avec latribune.fr

7 appels d'offres lancés en octobre

"Le gouvernement lance sept nouveaux appels d'offres pour amplifier ce développement. Les premières périodes de candidature ouvriront dès octobre prochain". Un plan massif puisque « au cours des cinq prochaines années, plus de 25 milliards d'euros d'investissements vont être ainsi réalisés dans les énergies renouvelables, permettant de soutenir plus de 25 gigawatts de nouvelles capacités de production solaire, éolienne terrestre et hydroélectrique », a-t-il poursuivi. Ce plan s'inscrit dans un contexte d'accélération de la part des énergies renouvelable dans le mix énergétique mondiale : selon une étude

Consommation

En France, le moral des ménages se dégrade encore

L'Insee rapporte vendredi que les Français sont de moins en moins nombreux à croire que leur niveau de vie va s'améliorer ces 12 prochains mois.

La confiance en l'avenir des ménages français est passée en dessous de la moyenne au mois d'août, révèle vendredi l'Insee. Photo d'illustration/AFP Le moral des ménages en France s'est légèrement détérioré en août, repassant pour la première fois depuis le mois de mai en dessous de sa moyenne de longue période, rapporte vendredi l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Cette dégradation entamée en juillet résulte notamment d'une «nette baisse» de la part des ménages qui considèrent que le niveau de vie en France va s'améliorer au cours des 12 prochains mois. L'indicateur synthétique qui mesure la confiance des ménages perd un point à 99, alors que son niveau était de 100 en juillet, ce qui correspond à la moyenne des relevés effectués entre 1987 et 2020. En juin, à la sortie du troisième confinement imposé par l'épidémie de Covid-19, l'indicateur était de 102, après 98 en mai.



• La confiance en l'avenir des ménages français est passée en dessous de la moyenne au mois d'août, révèle vendredi l'Insee. Photo d'illustration/AFP

L'épargne a de nouveau la cote

Signe inquiétant pour la consommation, «la part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner augmente à nouveau, après trois mois consécutifs de baisse» et cette part «reste très au-dessus de la moyenne», note l'Insee dans son communiqué. Les ménages sont aussi plus inquiets sur leur situation financière future, même si ce niveau d'inquié-

tude reste nettement moins élevé que la moyenne de longue période. Concernant le chômage, qui a baissé de 11,1% sur un an en juillet, les craintes sont stables et se maintiennent en dessous de leur moyenne. Enfin, la part de ceux qui considèrent que les prix ont augmenté au cours des 12 derniers mois augmente légèrement, tout comme la part des ménages qui tablent sur une hausse des prix au cours de l'année qui vient.

(AFP)

Compagnies aériennes

L'Australienne Qantas affiche de nouvelles pertes après une année «diabolique»

Jeudi, la compagnie aérienne australienne Qantas a annoncé des pertes annuelles supérieures au milliard, après une année marquée par les restrictions de voyage.

Plus de 1,8 milliard de dollars australiens (1,22 milliard de francs): tel est le montant de pertes, au 30 juin dernier, de la compagnie aérienne Qantas. Ce chiffre s'élève même à 2,35 milliards de dollars australiens (1,56 milliard de francs) en tenant compte des coûts exceptionnels tels que les indemnités de licenciement et la mise à l'arrêt d'avions. Lors de l'exercice précédent, le groupe avait déjà subi plus de 1,6 milliard de francs de déficit, dû à l'impact de la pandémie sur les compagnies aériennes dans le monde. Depuis son commencement, la pandémie a pesé pour 16 milliards de dollars australiens (10,6 milliards de francs) sur le chiffre d'affaires de Qantas, a estimé son PDG, Alan Joyce, un coût qui pourrait monter à 20 milliards de dollars australiens (13,2 milliards de francs) à la fin de l'année. «Ces pertes montrent l'impact qu'ont eu une année entière de fermeture des frontières internationales et plus de 330 jours de restrictions des vols intérieurs sur la compagnie nationale», a-t-il dit. «Les conditions commerciales ont été fran-



• Des personnes regardent le dernier avion de ligne Boeing 747 de Qantas se préparer à décoller de l'aéroport de Sydney vers les États-Unis, le 22 juillet 2020. (Photo by PETER PARKS / AFP)

chement diaboliques...»

Difficile aussi pour les vols intérieurs

Les périodes d'ouverture des frontières entre États australiens, début 2021, ont stimulé brièvement les revenus, a expliqué l'entreprise, mais le retour des restrictions sur les vols intérieurs après l'apparition du variant Delta à Sydney a provoqué l'annulation de la majorité des vols. L'Australie, qui a enregistré près de 47'000 infections au Covid-19 et 986 morts, est confrontée à une résurgence du coronavirus, qui a obligé à confiner la moitié de la population.

En congé sans solde Qantas a récemment annoncé

que 2500 employés seraient envoyés en congé sans solde, alors que des milliers de pilotes et membres d'équipage l'avaient déjà été ou avaient été licenciés en 2020. La compagnie aérienne espère désormais un retour des vols internationaux d'ici la fin de l'année, lorgnant des destinations à fort taux de vaccination, comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou Singapour. Cependant, aucune des précédentes prédictions de la compagnie concernant la reprise des longs courriers ne s'est réalisée, et le gouvernement n'a pas encore annoncé quand seront assouplis les contrôles - stricts - aux frontières australiennes.

(AFP)

Médias

Le groupe allemand Axel Springer acquiert le site Politico

Jeudi, l'éditeur allemand du tabloïd «Bild» a annoncé l'achat du site américain Politico. Le montant de la transaction pourrait dépasser les 600 millions d'euros.

Le groupe de médias allemand Axel Springer, éditeur du tabloïd «Bild», a annoncé jeudi l'achat du site d'informations américain Politico. Le groupe allemand, qui a aussi dans l'opération acheté le site d'informations technologiques Protocol, n'a pas précisé le montant versé à Robert Allbritton, fondateur et dirigeant du site. Le journal économique allemand «Handelsblatt» évoque cependant la somme d'«au moins 630 millions d'euros» (quelque 680 millions de francs) pour cet investissement, présenté par le quotidien comme

«le plus gros» de l'histoire du groupe allemand. Axel Springer, qui a engagé ces dernières années un virage numérique, exploitait déjà à parts égales avec le média américain Politico Europe, qui explore les arcanes de l'Union européenne. Le groupe allemand possèdera donc désormais la totalité des parts de Politico Europe.

Quelque 500 journalistes

Politico, fondé en 2007 et qui emploie environ 500 journalistes, et Axel Springer «partagent un engagement en faveur de l'indé-

pendance journalistique et d'une information impartiale et non militante. C'est ce qui constituera la base d'une croissance accélérée et de notre future réussite mutuelle», salue le PDG d'Axel Springer, Mathias Döpfner, dans un communiqué. «Au cours des dernières années, nous avons réussi à faire ce que de nombreux concurrents n'ont pas réussi à faire: construire une publication journalistiquement remarquable et constamment rentable», abonde dans le même communiqué le fondateur de Politico.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rdc Business Forum29	29 au 30 juillet 2021	Kinshasa et en ligne	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Benin Investment Forum	26 au 27 août 2021	Bénin	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE *finance*

Bélier Vos rapports avec l'argent seront difficiles et vos finances vous donneront des sueurs froides. Vous auriez même des démêlés avec votre banquier. Il sera tard, mais pas trop tard, de prendre les devants en faisant de sévères économies.

Taureau Avec cette position de Neptune dans votre Ciel, votre équilibre financier ne devrait poser aucun problème, à condition, bien sûr, que vous ne vous lanciez pas dans des achats au-dessus de vos moyens. Or, méfiez-vous, même si Neptune vous est dans l'ensemble favorable, il peut avoir un impact un peu pernicieux sur le plan financier, car il vous rendra irréaliste et pourra vous souffler des envies déraisonnables.

Gémeaux Par sa maîtrise sur le secteur de la vie matérielle, il n'est pas impossible que Jupiter impose à certains d'entre vous une contrainte financière assez importante. C'est vrai surtout pour ceux qui se sont lancés dans des projets exagérément grandioses et qui ont pris des décisions irréalistes par excès d'optimisme. Ne vous laissez pas aller à des dépenses exorbitantes pour votre plaisir.

Cancer Dans le cadre de vos activités courantes, respectez vos engagements, soyez à jour de vos échéances, et n'oubliez pas de cultiver vos relations. Evitez de prendre de trop lourdes charges ; mieux vaut se restreindre et tenir les deux bouts de la chaîne qu'inversement.

Lion Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

Vierge Jupiter vous dira de penser à faire jouer votre assurance responsabilité civile plus souvent que jusqu'ici. Elle vous permet, par exemple, de rembourser vos voisins, un commerçant ou un passant quand vos enfants ou votre chien ont causé des dégâts.

Balance Avec Vénus dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Méfiez-vous, cependant, si vous avez des décisions financières importantes à prendre : Uranus sera mal aspecté ; attention au manque de lucidité ou à l'impulsivité !

Scorpion Jupiter privilégiera la pierre aux dépens des valeurs mobilières. Si donc vous avez un placement à faire, tournez-vous de préférence vers l'immobilier. Cela vous portera chance en cette journée plutôt troublée. Si possible, ne manquez pas de demander conseil à des experts. Si vous êtes à la recherche d'un logement, c'est aussi aujourd'hui que vous aurez les meilleures chances possibles de le trouver.

Sagittaire Vous ne bénéficierez pas d'une chance pure exceptionnelle. Les jeux de hasard ne semblent pas voués à vous faire accéder par miracle au statut de milliardaire ! Ne déboursez donc pas beaucoup pour tenter dame Fortune, contentez-vous d'une petite mise.

Capricorne Votre situation financière, plus ou moins instable dernièrement, devrait poser moins de problèmes cette fois. Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'aucune planète n'influencera le secteur argent, ce qui va vous mettre à l'abri des contretemps. Ensuite, parce que Neptune sera beaucoup moins néfaste. Attention encore au manque de clarté et aux malentendus qui pourront jouer quelques tours.

Verseau Côté finances, la présente configuration astrale vous procurera chance et protection ainsi qu'aisance matérielle. Mais il vaudra mieux vous abstenir de spéculer ou de jouer car la chance pure n'est pas évidente. Vous n'aurez pourtant aucun mal à finir votre mois en beauté, et peut-être un héritage ou une donation vous aidera-t-il à résoudre un problème immédiat.

Poissons Sous la haute protection du Soleil, vos finances ne se sont jamais aussi bien portées. Vous compte en banque se remplira et, pour votre plus grande satisfaction, vous permettra d'accroître le pécule de vos économies. Même si vous n'avez pas pour habitude de faire des folies, vous pourriez bien vous laisser aller à quelques dépenses agréables cette fois.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



COMMISSION DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE
Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement
Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)

Don IDA N°D236-3W

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
(SERVICES DE CONSULTANTS FIRMES)**

« Termes De Reference pour le Recrutement d'une firme pour la définition de la vision communautaire de l'habitat dans l'Espace UEMOA ».

AMI N° BF-UEMOA-219219-CS-QCBS

1. Cette Demande de Manifestation d'Interêt fait suite à l'avis général de passation des marchés du projet indiqué ci-dessus publié dans le « UNDB » du 13 mars 2018 ;
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), a reçu un Don de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour couvrir le coût du Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif au recrutement d'une firme pour la définition de la vision communautaire de l'habitat dans l'Espace UEMOA) ;
3. L'objectif global de la mission est de définir une vision communautaire et de développer une stratégie régionale de l'habitat, permettant à la commission de l'UEMOA de se positionner dans le secteur du logement et de se créer un réseau de partenaires avec les acteurs nationaux, régionaux ou internationaux.
4. Les prestations seront réalisées dans l'espace UEMOA. L'étude requise vise à grouper dans ce même contrat une série de missions d'appuis et de prestations intellectuelles dans le secteur du logement et des stratégies régionales de l'habitat. Ainsi les objectifs spécifiques confiés à la mission sont de :
 - a) Co-construire avec les parties prenantes les outils favorisant la mise en place d'une politique régionale renforcée dans le domaine de la production du logement abordable, en lien avec les objectifs et les recommandations de la déclaration du Millénaire pour le développement.
 - b) Assister la Commission de l'UEMOA, dans l'élaboration de document cadre réglementaire en matière de production de logement abordable.
5. Le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain, invite les firmes de consultants admissibles, Internationaux et/ou Nationaux d'envergure

Commission de l'UEMOA ;
380 Av Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO
M. Papa Madiaw SECK, Coordonnateur du PFLA - UEMOA
Téléphone Fixe : (+226) 25 31 53 90 – 25 31 51 25
Email: pmseck@uemoa.int / sesawadogo@uemoa.int.

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30.

11. Les manifestations d'intérêts rédigées en langue française, sous format papier A4, fournies sur clés USB, et fournies en trois (03) exemplaires, peuvent être envoyées par la poste, et par courrier électronique à l'adresse suivante : commission@uemoa.int avec copie à pmseck@uemoa.int, et sesawadogo@uemoa.int, ou être déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO au plus tard le **8 septembre 2021 à 14 heures précises heure locale**. L'enveloppe en double, contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée clairement la mention : « **Manifestation d'intérêt / Service de consultant pour le recrutement d'un cabinet de consultant pour la définition de la vision communautaire de l'habitat dans l'Espace UEMOA** ».

12. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 15 heures 00 mn au cinquième étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000.

Pour la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine,

Le Coordonnateur de la Cellule d'Exécution du PFLA - UEMOA

Papa Madiaw SECK
Papa Madiaw SECK

internationale, et/ou Groupement de Consultants international/national à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites ;

6. Les consultants intéressés par cet avis, doivent fournir des informations indiquant qu'ils ont les qualifications et une expérience pertinente pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans le domaine similaire, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des compétences nécessaires, etc...). En outre, ils doivent avoir :

- une expérience avérée d'au moins (10) années d'expérience dans l'Appui Conseil Stratégique, dont quatre (4) missions en élaboration des politiques publiques en matière de logements sociaux (conseil, ordonnancement, capitalisation...), dont une (1) mission dans l'espace UEMOA.
- une expérience avérée d'au moins cinq (5) années d'expériences dans les problématiques liées à l'aménagement du territoire, dont Trois (3) missions dans l'appui conseil (AMO) aux acteurs institutionnels, dont deux (2) missions dans l'élaboration des politiques communautaires (lois, décisions, décret, outils de planification) en Afrique de l'Ouest.

Une bonne capacité à évaluer et renforcer les compétences des acteurs publics et privées du secteur du logement et de la promotion immobilière en particulier. - Une bonne compétence pédagogique, à animer, et possédant une bonne connaissance des réalités des pays africains.

Les Consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification ; Ils fourniront en outre les informations suivantes

- une lettre de manifestation d'intérêt adressée à monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain ;
- L'accord du groupement ;
- une présentation institutionnelle et expérience générale du consultant ;
- une présentation des références techniques du cabinet, faisant ressortir notamment ses expériences pertinentes en rapport avec la présente mission ;
- les preuves de l'exécution des prestations analogues soutenues par des copies lisibles des pages de gardes et de signature des contrats exécutés et des attestations de bonne exécution (les références citées par le bureau d'études et non soutenues par des documents probants ne seront pas prises en compte).

7. Les bureaux d'études peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en faisant apparaître les moyens et les expériences de chacun d'eux. Le personnel clé ne sera pas évalué lors de l'établissement de la liste restreinte.

8. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées ;

9. Le consultant sera sélectionné sur le mode de « sélection basée sur la qualité et le coût » conformément aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) Fournitures, Travaux, Services autres que des Services de Consultants et Services de Consultants juillet 2016, et sont ouverts à tous les candidats qui remplissent les conditions stipulées dans le Règlement ;

10. Les firmes de consultants intéressés remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-après :

Aéroport

Gatwick n'abandonne pas son projet de deuxième piste

Malgré le doute sur la reprise du trafic aérien après la pandémie, l'aéroport londonien de Gatwick a annoncé, mercredi, vouloir relancer son projet de deuxième piste.

Situé au sud de Londres, l'aéroport de Gatwick, le deuxième plus important du Royaume-Uni, veut transformer sa piste de secours en vraie piste, avec l'espoir d'être prêt pour 2030. Il estime que cela lui permettrait de transporter 75 millions de passagers par an d'ici 2038, contre une capacité actuelle de 62 millions. Même s'il a été laminé par la crise sanitaire et alors que le trafic de passagers ne se redresse que lentement, l'aéroport dit vouloir être prêt pour le retour à la normale. « Nous sommes convaincus que Gatwick va non seulement retrouver les niveaux de passagers d'avant, mais a le potentiel de grandir pour devenir l'un des premiers aéroports d'Europe », explique son directeur général, Stewart Wingate.

Seulement deux terminaux

Pour l'heure, Gatwick, ouvert en 1958, ne dispose que d'une seule piste et de deux terminaux. Sa piste de secours est utilisée seulement quand la piste principale est en maintenance, ou



pour acheminer des avions vers les hangars. Le projet, qui consiste à élargir sa piste de secours, va faire l'objet d'une consultation publique de septembre à décembre. Il devra à terme obtenir l'accord du gouvernement. L'aéroport assure qu'il va limiter l'impact sur l'environnement, malgré la hausse du trafic espérée.

Un million de passagers en 2021

Gatwick avait dû fermer un terminal et réduire drastiquement ses activités à cause de la pandémie et des restrictions aux déplacements. Au cours des sept premiers mois de l'année, seuls un million de passagers ont fréquenté Gatwick. En 2019, il avait atteint ce niveau en seulement dix jours. L'aéroport est détenu depuis 2019 à 50,01% par Vinci Airports,

filiale du géant français des travaux publics et des concessions Vinci. Le fonds américain Global Infrastructure Partners détient les 49,99% restants.

Heathrow privilégié

Gatwick entend prendre sa revanche après avoir vu son projet retoqué, en 2016, par le gouvernement britannique, qui avait alors préféré autoriser la construction d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow, le plus grand du pays, situé à l'ouest de Londres. Ce projet d'Heathrow est toutefois controversé et a fait l'objet d'une longue bataille judiciaire, à cause de la pollution environnementale et sonore attendue. Il a été validé fin 2020 par la Cour suprême britannique, malgré un jugement en appel qui l'avait bloqué pour des raisons environnementales. (AFP)

Mercato

Le transfert de CR7 fait flamber le titre du club à Wall Street

La star portugaise de football, Cristiano Ronaldo transféré le 27 août dernier de la Juventus vers le club anglais de Manchester United a fait flamber le titre du club de près de 6% à la bourse de Wall Street.

● Eyram AKAKPO

P réalablement annoncé du côté des Sky blues, le quintuple Ballon d'or, Cristiano Ronaldo, a finalement décidé de retourner à Manchester United, un club dont il a déjà arboré le maillot de 2003 à 2009. Selon le site d'information français le Figaro, le retour de la star portugaise « coté sur le New York Stock Exchange depuis 2012, a grimpé de 5,84% à 18,29 dollars. L'action avait un temps atteint 19,15 dollars, son plus haut niveau depuis début mars, en hausse de 10,8%. » Le journal précise qu'« en neuf ans, depuis son introduction en Bourse, le cours de l'action Manchester United n'a progressé que de 36%, quand le niveau de l'indice élargi S&P 500 a lui, triplé sur la même période. La capitalisation boursière du club atteint environ trois milliards de dollars. À la Bourse de Milan, le titre de la Juventus avait clôturé en hausse de 1,23%, avant l'an-



nonce ». Ce transfert dont le montant est évalué à 28 millions d'euros, démontre l'ambition des Reds Devils de revenir au sommet du football européen. Le club avait déjà dépensé cet été, 125 millions d'euros pour l'ailier anglais Jadon Sancho (85 millions) et le défenseur français Raphaël Varane (40 millions). Ronaldo considéré comme l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football, est le seul footballeur avec Lionel Messi à avoir remporté le Ballon d'or au moins cinq fois : en 2008, 2013, 2014, 2016 et en 2017. Auteur de plus de 780 buts

en carrière, il est le meilleur buteur de la Ligue des champions de l'UEFA, des coupes d'Europe, du Real Madrid, du derby madrilène, de la Coupe du monde des clubs de la FIFA et de la sélection portugaise, dont il est le capitaine depuis 2007. Premier joueur à avoir remporté le Soulier d'or européen à quatre reprises, il est également le meilleur buteur de l'histoire du championnat d'Europe des nations devant Michel Platini et détient, depuis le 23 juin 2021, le record de buts en équipe nationale, à égalité avec l'Iranien Ali Daei, avec 109 réalisations.

Orientation scolaire et professionnelle

L'Association ABE Togo tient la 1ère édition de sa conférence à Kara

Organisée le vendredi 27 août 2021 par l'Association Action et Bien-Etre (A.B.E) en partenariat avec le CABINET DTECH GROUP et la collaboration de l'Agence Nationale Du volontariat (ANVT), l'Agence National pour l'Emploi (ANPE), la 1ère édition de la conférence sur l'orientation scolaire et professionnelle s'est tenue dans l'amphi Shenker du collège Chaminade avec la participation de plus de 300 élèves, parents d'élèves et étudiants.

Dans son mot de bienvenu, le président du conseil d'administration (PCA) de l'association A.B.E M. DAVON Kodjo Edem a laissé entendre que les défis liés à la mauvaise orientation scolaire et professionnelle, au manque d'information et les conséquences qui en découlent sont énormes et qu'il faudrait en tant qu'association intervenant dans l'éducation œuvrer efficacement sur le terrain en soutenant les efforts du gouvernement en matière d'orientation scolaire et professionnelle. Ouvrant la séance, le Directeur Régional de l'Eduction Kara M. GNO-NEGUE Kodjo a pour sa part salué l'initiative de l'association tout en souhaitant vivement qu'elle soit perpétuelle. Suivant l'ouverture du DRE, les différents intervenants : la conseillère d'orientation de la DRE, le superviseur de l'ANVT et le responsable de L'ANPE Kara se sont suc-



● De gauche à droite intervenant ANVT, le DRE, le PCA d'A.B.E et La conseillère en orientation

cédés sur le panel pour des communications riches en informations et conseils, présentations qui ont tous été suivis de questions et réponses à la grande satisfaction des participants. Livrant leur impression sur la conférence, les participants ont témoigné de leur satisfaction tout en saluant et encourageant les initiateurs de l'évènement puisqu'ayant été suffisamment outillés

sur les critères à prendre en compte dans le processus de choix des filières. « Nous ne nous limiterons pas à cette édition nous allons le faire chaque année, nous allons l'étendre à d'autres localités nous sommes ouverts aux bonnes volontés et sponsors qui voudraient nous soutenir dans cette cause commune » Point focal d'A B E à Kara.

Avec radiooreole.com

FC Barcelone

Le début de saison catastrophique d'Antoine Griezmann

Depuis son arrivée en Catalogne, les choses ne sont pas simples pour le Français. Mais alors que le départ de Lionel Messi semblait pouvoir lui être bénéfique, le natif de Mâcon est très loin de répondre aux attentes.

Ce lundi, Didier Deschamps sait que ses attaquants vont faire parler d'eux. Kylian Mbappé continue d'empiler les buts avec le Paris Saint-Germain (3 réalisations inscrites en 3 rencontres) alors qu'il est ardemment courtisé par le Real Madrid, pendant qu'Olivier Giroud, non retenu par le sélectionneur, signe des débuts de choix avec l'AC Milan (doublé hier face à Cagliari). Et puis il y a Antoine Griezmann. Leader du groupe France très apprécié par le sélectionneur national, le joueur du FC Barcelone fait encore polémique en Catalogne, comme c'est souvent

le cas d'ailleurs depuis son arrivée chez les Blaugranas. Mais cette fois, le Français se trouve dans une position plus délicate. Titularisé lors des trois premières journées de Liga, l'ancien Colchonero est à la peine.

Griezmann n'a plus l'excuse Messi

C'est tout simple, ses statistiques en début de saison sont terribles : 0 tir cadré, 2 dribbles réussis, 33 pertes de balle, 0 passe clé et 0 passe décisive. Un bilan qui fait tache, d'autant que le nouvel arrivé, Memphis Depay, est déjà considéré comme le sauveur de la nation (2 buts, 1 passe décisive en 3



rencontres) par les médias catalans. Quelques semaines à peine après son arrivée au Camp Nou, le Batave a pris le leadership de l'attaque culé, au détriment d'un Griezmann difficilement défendable. En effet, le Français a souvent vu

ses mauvaises performances au Barça être atténuées par l'excuse Messi. Mais s'il est vrai que l'Argentin aimait les ballons devant et que son coéquipier francophone se retrouvait souvent installé à un poste qui n'était pas le sien

(sur l'aile), le départ de la Pulga était censé permettre à Griezmann de prendre enfin son envol. C'est raté, pour le moment.

Sifflé par le Camp Nou

« Trois matchs et zéro but. Le Français commence à manquer d'excuses. C'était d'abord le manque d'adaptation puis l'espace pris par Messi, mais cette année il devait devenir le joueur de référence de l'équipe en attaque. Ce n'est pas réussi, même si personne ne peut rien reprocher au niveau de son attitude. Mais la réalité est que Griezmann est jugé sur ses buts. Et là, il ne ré-

pond pas aux attentes », écrit Marca. « Il a commencé ailier droit. Il a perdu de son influence en attaque et l'équipe l'a remarqué. On attend toujours qu'il franchisse un cap, ce dont a besoin l'équipe depuis le départ de Leo (Messi) », souligne Sport. « Match fade du Français qui n'a eu aucun impact sur le match. Il a tenté, il a fait des efforts en défense, mais on l'a à peine vu », conclut Mundo Deportivo. Ajoutez à cela les siffls du public du Camp Nou et vous aurez donc une idée bien précise du début de saison catastrophique de Griezmann à Barcelone.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

**LA MAIN DU MARBRE****WWW.LAMAINDUMARBRE.COM**

contact@lomaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56